

Déclaration liminaire de la CGT au CSE du réseau France 3 du 30 août 2023

La DRH déclenche la guérilla sociale dans le réseau de France 3

En matière de relations sociales, cette nouvelle saison commence comme la précédente a fini, dans une ambiance déplorable.

La direction manifeste visiblement beaucoup d'empressement à licencier des salariés, en particulier des élus. Le tout à l'issue d'investigations unilatérales et opaques, sans associer les représentants du personnel. CQFD.

Elle est étonnamment beaucoup moins diligente quand il s'agit d'améliorer le quotidien des salariés.

D'ici 5 jours, ces derniers vont connaître, grandeur nature, les affres d'un projet Tempo pensé avant tout pour satisfaire un actionnaire qui déteste le service public. Ce sont ces mêmes salariés qui vont subir les amplitudes allongées, une pression accrue, une ligne éditoriale affaiblie et les pertes de sens qui en découlent.

Mais la direction n'a pas voulu surseoir à son projet, ni même ajuster son calendrier afin de mieux prévenir les risques. On continue vite et de plus en plus fort.

Non contente d'être parfaitement inerte en matière de prévention de la santé, elle conteste désormais en justice les risques graves déclenchés par les représentants du personnel.

Fait particulièrement symbolique, l'alerte qui va nous amener devant le tribunal concerne justement des élus. Le signal est éloquent. Et assez désastreux.

Il confirme en tout cas que les dirigeants de cette entreprise nient le mal-être et les atteintes à la santé des représentants du personnel de France 3 Centre – Val de Loire, un mal-être pourtant partagé par bon nombre d'élus du réseau France 3 depuis la mise en place du CSE il y a 5 ans.

Droite dans ses bottes, la direction entend donc continuer comme elle l'entend, c'est-à-dire en ne faisant rien, en continuant d'accompagner, voire d'organiser la dégradation de la santé des élus et des salariés, au mépris de toutes ses obligations en termes de prévention.

Elle a beau jeu de se répandre, avec force trémolos, sur sa prétendue volonté de dialogue social. Il manque les actes et les preuves. Faute de cela, il ne s'agit que d'un pauvre marketing relevant du « social-washing ».

Nous vous le disons pourtant solennellement : un jour, vous devrez rendre des comptes.

Paris, le 30 août 2023